

Bhoutan

## Intégrer les objectifs en matière d'égalité des sexes dans la LEDS et les MAAN

Activité	Évaluation sexospécifique visant à identifier les angles d'attaque et les objectifs pour favoriser la participation des femmes dans la formulation de la stratégie de développement à faibles émissions de carbone (LEDS) et des mesures d'atténuation appropriées au niveau national (MAAN)
Pays	Bhoutan
Secteur(s) concerné(s)	Transports, logement, traitement des déchets urbains, industrie
Période	2012-2015

### Résumé

En 2012, le Bhoutan a lancé sa stratégie de neutralité carbone pour donner suite aux engagements pris en la matière par le gouvernement lors de la 15<sup>e</sup> Conférence des parties (COP15) de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) qui s'est tenue à Copenhague en 2009. Avec le soutien du Programme de renforcement des capacités sur les faibles émissions (LECB) du PNUD, le gouvernement élabore actuellement des MAAN, une LEDS et un système de mesure, de notification et de vérification (MRV) dans un certain nombre de secteurs clés incluant les transports, le traitement des déchets, le logement et l'industrie. Afin de favoriser l'intégration de la parité des sexes dans ce processus d'élaboration, une évaluation rapide des besoins de capacités en matière d'égalité des sexes a été conçue et mise en œuvre tout au long de l'année 2013. Ses recommandations devraient permettre une intégration plus efficace de la parité dans les stratégies nationales du Bhoutan et la mise en œuvre de ses MAAN et de sa LEDS.

L'évaluation en matière d'égalité des sexes a été mise au point afin d'identifier et de développer les capacités de renforcement des mesures d'atténuation (MAAN, LEDS et MRV), d'intégrer la problématique hommes-femmes dans les politiques climatiques et de fournir des données ventilées par sexe au gouvernement pour améliorer les politiques futures.



Les femmes qui travaillent, Bhoutan

© Marina et Enrique

## Bhoutan

## Intégrer les objectifs en matière d'égalité des sexes dans la LEDS et les MAAN

Elle est principalement axée sur l'échelle nationale mais mobilise également les parties prenantes concernées issues des collectivités locales, de la société civile et du secteur industriel. Elle a permis de renforcer les capacités et de fournir des recommandations et angles d'attaque essentiels en matière d'intégration de la problématique hommes-femmes dans les stratégies nationales. Lesdites recommandations seront incluses dans la formulation des MAAN et de la LEDS nationales, objectif à long terme du gouvernement.

## Contexte

Dans la philosophie du gouvernement royal du Bhoutan, l'égalité des sexes est considérée comme un aspect inhérent à la bonne gouvernance. Pourtant, des disparités entre les sexes touchent de nombreux secteurs clés, notamment l'éducation, l'ingénierie, les sciences médicales, la fonction publique et la prise de décisions politiques (Dorji, 2014).

Fermelement décidé à aborder ces questions, le gouvernement a également reconnu que l'appui international des donateurs en faveur de la lutte contre les changements climatiques requiert dans de nombreux cas l'adoption d'une approche sexospécifique dans les propositions de financement.

Suite aux engagements pris lors de la Conférence des parties de la CCNUCC en 2009 à Copenhague en matière de neutralité carbone, le gouvernement royal du Bhoutan a adopté en 2010 une politique de développement économique « vert » préconisant la prise en compte des questions sexospécifiques et environnementales dans tous les secteurs. Il a par ailleurs rédigé en 2012 sa stratégie de neutralité carbone intitulée « National Strategy and Action Plan for Low Carbon Development » présentant des recommandations pour la formulation des MAAN et de la LEDS dans un certain nombre de secteurs clés.

En mai 2013 à Punakha, le bureau du PNUD au Bhoutan a organisé à l'intention des chefs de projets, parties prenantes et membres du personnel du PNUD, un atelier de renforcement des capacités d'intégration de la problématique hommes-femmes afin d'améliorer la prise en compte de cette problématique ainsi que les résultats dans les programmes relatifs à l'énergie et à l'environnement, notamment les projets de lutte contre les changements climatiques. Suite à cet atelier, le programme LECB du PNUD a été sélectionné parmi les cinq projets participants et a pris des mesures pour : (1) fixer des objectifs en matière de parité des sexes ; et (2) réaliser une évaluation rapide des besoins liés aux MAAN et à la LEDS au Bhoutan.

En juillet de la même année, dans le cadre du projet, un consultant a été engagé pour effectuer une évaluation rapide des besoins de capacités en matière d'égalité des sexes axée sur les secteurs prioritaires visés par les MAAN et la LEDS. La décision concernant l'identification de ces secteurs a été prise sur la base de la stratégie de neutralité carbone de 2012 et des évaluations sectorielles réalisées pour la communication nationale du Bhoutan auprès de la CCNUCC.

## Activités

- » **Recensement des secteurs et des parties prenantes** : le projet a identifié les secteurs pouvant s'avérer pertinents pour la formulation des MAAN et de la LEDS et ayant été désignés par le LECB comme pouvant bénéficier d'une participation accrue des femmes, à savoir les transports, le traitement des déchets, le logement et l'industrie. Ce recensement a été réalisé à l'issue d'une réunion de consultation des parties prenantes clés issues de toutes les organisations gouvernementales locales et nationales, des spécialistes des questions d'égalité des sexes de chaque ministère et organisme, des représentants du groupe de référence en matière d'intégration (MRG) du Bhoutan et des consultants techniques nationaux.
- » **Évaluation rapide des besoins de capacités en matière d'égalité des sexes** : cette évaluation a été réalisée en 2013 afin d'identifier les disparités entre les sexes et les angles d'attaque en matière d'intégration de la problématique hommes-femmes dans les secteurs identifiés pour la formulation des MAAN et de la LEDS, et de renforcer les capacités des parties prenantes clés.
- » **Renforcement des capacités et formation** : les principaux angles d'attaque ont été identifiés à partir de l'évaluation des besoins en matière d'intégration de la problématique hommes-femmes dans les MAAN et la LEDS. L'accent a été principalement mis sur la sensibilisation, le renforcement des capacités et la

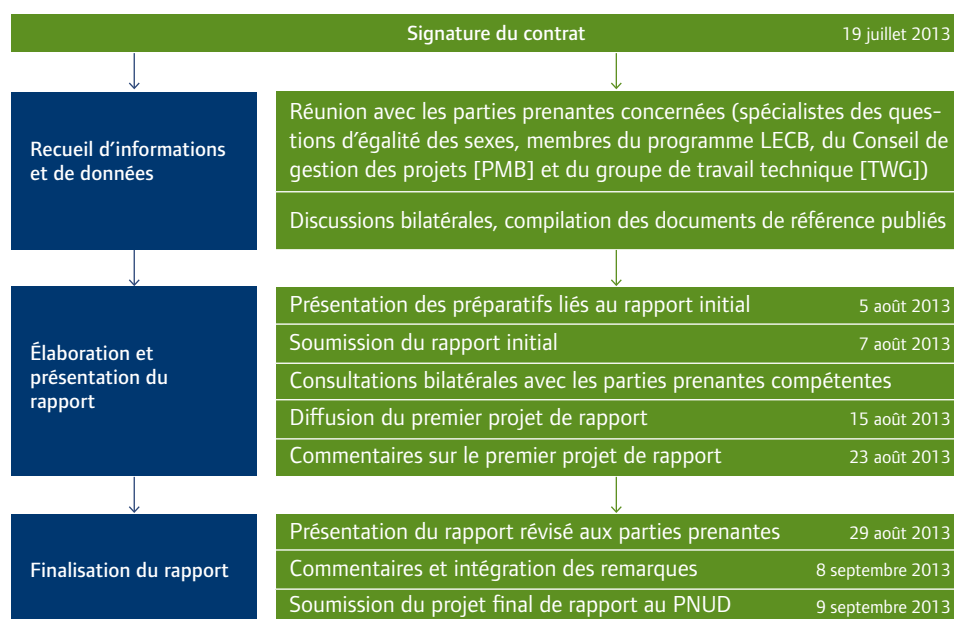
## Bhoutan

## Intégrer les objectifs en matière d'égalité des sexes dans la LEDS et les MAAN

formation. Des programmes de formation sectoriels destinés à des groupes de parties prenantes clés et portant sur la coordination, la planification, l'élaboration, la mise en œuvre et l'évaluation des MAAN et de la LEDS ont été proposés. Les ateliers de formation sont organisés de manière à inclure 30 % de femmes, des spécialistes des questions d'égalité des sexes issus des ministères compétents ainsi que des membres du MRG national dans le but de leur fournir des conseils et d'intégrer les questions intersectorielles lors de la formulation de la LEDS.

- » **Intégration de la problématique hommes-femmes dans le document relatif à la stratégie environnementale nationale (NES)** : le programme LECB du PNUD vise à intégrer les recommandations issues de l'évaluation rapide des besoins en matière d'égalité des sexes dans le document relatif à la NES (2013-2014).
- » **Prise en compte de la problématique hommes-femmes dans les MAAN et la LEDS** : l'objectif à long terme du programme LECB du PNUD consiste à définir des stratégies et à formuler des MAAN et une LEDS dans des secteurs identifiés au Bhoutan, en tenant compte de la problématique hommes-femmes. Un champ d'application, des objectifs, des cibles de réduction des émissions de gaz à effet de serre et un système MRV précis seront développés pour les MAAN, en vue d'une mise en œuvre après 2015. Cela comprend également l'identification de dispositifs institutionnels clairs avec un organisme de coordination pour chaque MAAN, composé de spécialistes des questions d'égalité des sexes formés par le biais d'ateliers de renforcement des capacités relatifs à l'intégration de la problématique hommes-femmes dans les MAAN.
- » **Génération de données ventilées par sexe** : les rapports d'avancement du programme LECB du PNUD contiennent désormais régulièrement des données sectorielles ventilées par sexe.

## Processus d'évaluation rapide des besoins de capacités en matière d'égalité des sexes



Adaptation de l'ouvrage de Penjor, Y., 2013, Gender Capacity Needs Assessment. Programme bhoutanais de renforcement des capacités sur les faibles émissions (LECB).

## Bhoutan

## Intégrer les objectifs en matière d'égalité des sexes dans la LEDS et les MAAN

Institutions impliquées	National Environment Commission, Secrétariat de gestion des projets du Programme de renforcement de capacités sur les faibles émissions (LECB) du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), ministère de l'Industrie.
Partenaires	Global Gender and Climate Alliance (GGCA), Centre régional du PNUD pour l'Asie et le Pacifique (APRC), PNUD Bhoutan, Banque mondiale, Fonds pour l'environnement mondial (FEM).
Financement	Le programme LECB du PNUD et son évaluation rapide des besoins de capacités en matière d'égalité des sexes sont cofinancés à hauteur de 630 000 dollars US par la Commission européenne, le ministère fédéral allemand de l'Environnement, de la Protection de la nature, de la Construction et de la Sécurité nucléaire (BMUB) et le gouvernement australien. Au-delà de ce financement, la mise en œuvre des recommandations en matière d'intégration de la problématique hommes-femmes dans les politiques climatiques sera incluse dans la stratégie des secteurs faisant l'objet de recommandations. Les fonds seront donc alloués à partir du budget général des plans quinquennaux.
Impact des activités	<ul style="list-style-type: none"> <li>» <b>Renforcement de l'expertise technique</b> : le programme global LECB a permis de renforcer l'expertise technique des spécialistes des questions d'égalité des sexes au sein des ministères, notamment des femmes occupant des postes à responsabilité, concernant la problématique hommes-femmes et son intégration dans l'élaboration des politiques climatiques.</li> <li>» <b>Identification des disparités entre les sexes et des angles d'attaque</b> : l'évaluation rapide a identifié des disparités entre les sexes et des besoins en termes de capacités des parties prenantes institutionnelles et individuelles du projet LECB concernant l'intégration de la problématique hommes-femmes dans les secteurs identifiés pour la formulation des MAAN et de la LEDS, notamment : <ul style="list-style-type: none"> <li>» <b>Les transports</b> : des améliorations en matière d'emploi des conductrices, notamment de taxi, sont prévues. Ce domaine n'a jusque-là jamais fait l'objet d'une stratégie sexospécifique. L'intégration de services de garderie, de santé et d'éducation pour les enfants de femmes actives est également envisagée.</li> <li>» <b>Le logement</b> : le choix de ce secteur a un impact considérable sur les considérations liées à l'égalité des sexes. 30 % des ménages ciblés ont pour chef de famille une femme. Ce sont donc elles qui prennent les décisions en matière d'énergie. Dans les institutions aussi, les employés en charge des décisions en la matière sont généralement des femmes. La participation des femmes à hauteur de 30 % dans un programme de renforcement des capacités peut donc permettre d'en accroître l'impact.</li> <li>» <b>Le traitement des déchets urbains</b> : les femmes sont majoritaires dans le secteur de la gestion des déchets urbains. Cependant, il a été constaté lors de l'évaluation qu'elles ont généralement une formation insuffisante dans ce domaine, même lorsqu'elles occupent un poste de direction. Cette activité consistait à former les responsables de sexe féminin dans ce secteur.</li> </ul> </li> </ul>
Bonnes pratiques identifiées	<ul style="list-style-type: none"> <li>» Le programme LECB du PNUD a adopté une <b>approche globale en matière d'intégration de la problématique hommes-femmes</b> dans le processus gouvernemental d'élaboration des politiques nationales. Les recommandations issues des évaluations rapides des besoins de capacités en matière d'égalité des sexes font désormais l'objet de propositions d'inclusion dans la NES et le document relatif au 11<sup>e</sup> plan quinquennal du Bhoutan'. Cela a permis d'attirer l'attention requise pour l'élaboration du <b>budget et des plans de travail annuels du pays</b>. Des dispositions relatives à l'égalité des sexes ont été intégrées dans les plans nationaux et les budgets sectoriels.</li> <li>» De plus, une <b>approche fondée sur des données factuelles</b> a été adoptée afin d'obtenir un bilan pratique, axé sur les résultats, à l'issue du processus. Une <b>évaluation rapide en matière d'égalité des sexes</b> a été réalisée avec les ministères compétents afin d'identifier les angles d'attaque ainsi que les recommandations les plus efficaces pour l'intégration de la problématique hommes-femmes.</li> </ul>

Bhoutan

## Intégrer les objectifs en matière d'égalité des sexes dans la LEDS et les MAAN

- » Chaque ministère de tutelle au Bhoutan compte des spécialistes des questions d'égalité des sexes s'occupant des questions sociales en la matière, ciblés par le PNUD pour intégrer une perspective climatique sur la problématique hommes-femmes dans leurs secteurs respectifs. Ils jouiront de cette manière de capacités renforcées à long terme.
- » En outre, le programme vise directement à renforcer les capacités des femmes et non à accorder des privilèges fondés sur le sexe pour favoriser la participation dans les secteurs concernés. Par exemple, la nomination des candidats pour les formations et les équipes de gestion des projets s'effectue en fonction des secteurs d'origine et des qualifications et non du sexe ou de la hiérarchie. Le programme vise ainsi à générer un impact multiplicateur sur la société en matière de renforcement des capacités à long terme.

### Facteurs de réussite

- » **Engagement politique** : la volonté du gouvernement national d'intégrer les questions d'égalité des sexes à tous les niveaux, y compris dans les MAAN et la LEDS, a été le principal moteur de la réussite du projet. Le gouvernement a déjà intégré ces questions dans l'ensemble des secteurs de son 10<sup>e</sup> plan quinquennal. Suite à l'évaluation rapide en matière d'égalité des sexes, il s'emploie désormais à intégrer les recommandations dans la NES et le 11<sup>e</sup> plan quinquennal.
- » **Contrôle des politiques** : le protocole d'élaboration des politiques du gouvernement exige d'intégrer toutes les questions intersectorielles lors de l'étape de formulation. Chaque politique est soumise à un outil de contrôle composé de 22 variables, dont l'égalité des sexes.
- » **Prise en compte de la problématique hommes-femmes dans les mandats gouvernementaux pour les consultants** : cette mesure garantit la représentation obligatoire des femmes à hauteur de 30% afin d'encourager leur participation et leur esprit d'entreprise.
- » **Groupe de référence en matière d'intégration (MRG)** : ce groupe a joué un rôle fondamental dans l'intégration des questions d'égalité des sexes dans les programmes d'élaboration de politiques. Dirigé par le gouvernement, il représente divers secteurs et a pour mission d'examiner les politiques et de prévoir l'intégration de questions intersectorielles, notamment l'égalité des sexes. De même, en ce qui concerne la prise en compte de cette problématique dans les quatre secteurs sélectionnés pour les MAAN et la LEDS, l'examen et l'approbation par le MRG des angles d'attaque identifiés ont constitué un élément essentiel de leur intégration dans la NES.
- » **Approche multipartite** : bien que le projet fonctionne à l'échelle du pays, il a mobilisé des parties prenantes du gouvernement national, des collectivités locales, de la société civile et du secteur privé, pour un impact intersectoriel à plusieurs niveaux.
- » **Évaluations rapides des besoins de capacités en matière d'égalité des sexes** : ces évaluations ont facilité l'identification des angles d'attaque et des disparités grâce à des consultations individuelles et en groupe avec les spécialistes des questions d'égalité des sexes et les MRG. Cela a permis de réaliser des recommandations pratiques axées sur les résultats pour les activités d'intégration de l'égalité des sexes.
- » **Formation en matière d'intégration des questions intersectorielles** : tous les ministères, organismes et planificateurs au niveau des districts ont bénéficié d'une formation dispensée par les membres du MRG qui se poursuivra dans le cadre du 11<sup>e</sup> plan quinquennal. Les membres du MRG ont également animé des ateliers de sensibilisation de haut niveau sur l'importance d'intégrer les questions intersectorielles. Ces ateliers s'adressaient principalement aux décideurs clés, notamment les directeurs et les secrétaires.

## Bhoutan

## Intégrer les objectifs en matière d'égalité des sexes dans la LEDS et les MAAN

## Principaux obstacles/difficultés

Quels ont été les principaux obstacles/difficultés rencontrés pour obtenir ces résultats ?  
Comment ont-ils été surmontés ?

## En matière de capacités

Une plus grande expertise nationale s'impose sur la question de l'égalité des sexes. Le consultant national engagé pour réaliser l'évaluation rapide ne disposait pas des capacités et de l'expérience nécessaires dans ce domaine.

La National Women and Children Commission (NCWC) est chargée d'évaluer toutes les questions liées à l'égalité des sexes au Bhoutan. Afin de répondre au problème des capacités, elle a organisé des formations sur l'égalité des sexes destinées aux spécialistes concernés. Ces formations ont été financées par l'Agence danoise de développement international (DANIDA).

La rotation fréquente du personnel gouvernemental ayant reçu des formations pose un sérieux problème pour la poursuite des activités. En effet, les nouveaux employés doivent eux-mêmes être formés. La formation de personnes qui par la suite n'utilisent pas leurs acquis pour intensifier l'impact des activités aboutit ainsi à une perte de temps et de ressources.

Dans ce contexte, le PNUD a suivi une approche multidimensionnelle. Il a rendu obligatoire la présence d'au moins trois femmes de chaque secteur dans toutes les formations relatives au programme LECB. Cette mesure s'ajoute à la représentation des spécialistes des questions d'égalité des sexes dans chaque secteur. Il est ainsi en mesure de réduire le risque de perte de capacités suite aux changements de postes des responsables formés.

## En matière institutionnelle

Le défi qui consiste à garantir l'égalité des sexes se retrouve dans tous les secteurs et dans toutes les sphères de la société. Cependant, lors des évaluations rapides, la tentative d'institutionnaliser cette question uniquement d'un point de vue climatique la rendait technique et difficile à comprendre pour les parties prenantes.

Pour pallier ce problème, l'étude a dans une large mesure suivi le guide de l'utilisateur du PNUD relatif à l'évaluation des capacités (2008) sur l'intégration des questions sexospécifiques dans la planification du développement à faibles émissions de carbone. Le processus s'est également appuyé sur les enseignements tirés par le bureau du PNUD au Cambodge d'une initiative d'intégration de la problématique hommes-femmes au cours de la période 2010-2011. Des consultations de groupe ainsi que des entretiens individuels avec des spécialistes des questions d'égalité des sexes et des participantes ont permis de mieux comprendre ces questions d'un point de vue national.

L'application concrète des recommandations issues des évaluations rapides en matière d'égalité des sexes dans les politiques a constitué un véritable défi.

Le gouvernement a mis en place au Bhoutan des MRG se composant de parties prenantes compétentes chargées d'évaluer et d'analyser les politiques afin d'intégrer la problématique hommes-femmes et d'autres questions intersectorielles avant leur approbation dans les politiques nationales. Les MRG ont participé aux évaluations rapides en matière d'égalité des sexes de juillet 2013 et il est prévu d'intégrer les recommandations qui en découlent dans la NES.

## En matière d'informations

Les références disponibles pour une étude d'atténuation fondée sur le sexe étaient très limitées. Très peu d'études avaient été réalisées à l'échelle nationale sur les changements climatiques et l'égalité des sexes. Des évaluations rapides avec les parties prenantes concernées et les spécialistes au sein des ministères ont permis d'identifier des recommandations. Le temps et la mise en œuvre des activités devraient permettre de renforcer les connaissances et l'expérience.

## En matière socio-culturelle

Malgré l'adoption de nombreuses politiques favorables à l'égalité des sexes, les Bhoutanaises ne sont toujours pas suffisamment impliquées dans les processus décisionnels au sein des secteurs économiques clés. Le renforcement de l'éducation et l'amélioration de la facilitation encouragent l'augmentation de la participation féminine dans la prise de décisions. Avec le temps, les activités de renforcement des capacités et la formation devraient permettre de surmonter ces problèmes.

Bhoutan

## Intégrer les objectifs en matière d'égalité des sexes dans la LEDS et les MAAN

### Enseignements tirés

- » Les secteurs ciblés par les MAAN et la LEDS ont été soigneusement choisis de manière à maximiser les avantages pour les femmes et ont notamment été classés en fonction de leurs effets sur la participation de cette tranche de la population. Dans le secteur du logement par exemple, des activités de renforcement des capacités ont été organisées spécifiquement pour les foyers dont le chef de famille est une femme.
- » Les évaluations rapides en matière d'intégration de l'égalité des sexes effectuées au début du programme ont permis d'identifier les disparités, les angles d'attaque et certaines opportunités spécifiques : dans le secteur de la gestion des déchets par exemple, les stations de transfert des déchets ont été identifiées comme une composante clé où il serait possible d'augmenter la participation des femmes. Ce point n'a été inclus dans les MAAN qu'après le déroulement des évaluations rapides.
- » Une approche pratique et applicable qui cible les besoins de capacités aux niveaux individuel et institutionnel et qui soit moins axée au départ sur le renforcement des capacités au niveau politique.
- » Le programme a principalement ciblé les spécialistes des questions d'égalité des sexes dans chaque secteur, organisme, département et ministère. Le renforcement des capacités à ce niveau s'est avéré utile dans l'intégration sexospécifique des plans et l'apport de nouvelles capacités.

### Comment reproduire ces pratiques

- » Garantir un soutien politique fort afin de s'assurer que les recommandations et les idées formulées lors des évaluations en matière d'égalité des sexes sont intégrées dans les documents relatifs à la stratégie nationale.
- » S'assurer que les allocations budgétaires ciblent en particulier l'intégration de la problématique hommes-femmes dans les cadres de politiques climatiques afin de faciliter l'intégration de cette question dans les secteurs clés des MAAN et de la LEDS.
- » Étudier les besoins en termes de formation et de soutien afin de garantir la participation : au Bhoutan, les femmes sont majoritairement instruites. L'organisation d'une formation spécifique sur les principales questions sectorielles et d'égalité des sexes a donc permis de faire participer plus facilement les femmes aux ateliers de renforcement des capacités. Cela peut s'avérer plus difficile dans le cas d'une population non instruite.
- » Réaliser des évaluations rapides en matière d'égalité des sexes dans des secteurs spécifiques afin d'identifier les besoins, les lacunes et les possibilités d'un pays dans le domaine de l'intégration de la problématique hommes-femmes.
- » Mettre en place des MRG afin d'effectuer une analyse approfondie des processus d'élaboration des politiques et de planification aux niveaux central et local, et d'identifier les possibilités d'intégration de la problématique hommes-femmes dans la planification des politiques.
- » Mettre en place des spécialistes des questions d'égalité des sexes dans les secteurs et les départements ministériels concernés afin d'intégrer ces questions dans les politiques et la pratique.

### Contacts/renseignements

- » M. Karma Tshering, National Environment Commission, [ktshering@nec.gov.bt](mailto:ktshering@nec.gov.bt)

### Autres ressources clés

- » Penjor, Y., 2013, Gender Capacity Needs Report, Bhutan LECB Project, Nationally Appropriate Mitigation Actions And Low Emission Development Strategy, Environment & Climate Change Consultancy Services, Thimphou, Bhoutan
- » NCWC, 2008, National Plan of Action for Gender (2008-2013), Gross National Happiness Commission, Gouvernement royal du Bhoutan, Thimphou
- » National Environment Strategy for Bhutan – the middle path, disponible (en anglais uniquement) sur : [www.thegef.org/gef/sites/thegef.org/files/documents/Middle%20Path.pdf](http://www.thegef.org/gef/sites/thegef.org/files/documents/Middle%20Path.pdf)

## Bhoutan

## Intégrer les objectifs en matière d'égalité des sexes dans la LEDS et les MAAN

<b>Site(s) Internet</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>» Programme de renforcement des capacités sur les faibles émissions, Bhoutan : <a href="http://www.lowemissiondevelopment.org/countries/bhutan">www.lowemissiondevelopment.org/countries/bhutan</a></li> <li>» National Environment Commission, Bhoutan : <a href="http://www.nec.gov.bt">www.nec.gov.bt</a></li> <li>» National Commission for Women and Children, Bhoutan : <a href="http://www.ncwc.org.bt">www.ncwc.org.bt</a></li> </ul>
<b>Auteur(s)</b>	<p>Swati Agarwal (TERI) et Manish Kumar Shrivastava (TERI)</p> <p>Édition : Nicholas Harrison (Ecofys)</p> <p>Équipe éditoriale : Frauke Röser, Thomas Day, Daniel Lafond, Niklas Höhne et Katja Eisbrenner (Ecofys)</p> <p>Coordination : Ecofys (<a href="http://www.ecofys.com">www.ecofys.com</a>) et The Energy and Resources Institute (TERI)</p>
<b>Contributeur(s)</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>» Tshewang Zangmo, spécialiste des questions d'égalité des sexes, National Environment Commission, Bhoutan</li> <li>» M. Dasho Paljor J Dorji, conseiller spécial, National Environment Commission, Bhoutan</li> <li>» M. Karma Tshering, National Environment Commission, Bhoutan</li> <li>» Sonam Dagay, responsable de l'environnement, projet de renforcement des capacités sur les faibles émissions, National Environment Commission</li> </ul>
<b>Références</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>» Dorji, D. P. J., 2014, entretien avec les auteurs, New Delhi, Inde</li> <li>» GNHC, 2009, dixième plan quinquennal (2008-2013), gouvernement royal du Bhoutan, Thimphou (en anglais uniquement)</li> <li>» NEC, 2012, National Strategy and Action Plan for Low Carbon Development, Gouvernement royal du Bhoutan, Thimphou, disponible (en anglais uniquement) sur : <a href="http://www.nec.gov.bt/nec1/wp-content/uploads/2012/11/CNS-final-low-carbon.pdf">www.nec.gov.bt/nec1/wp-content/uploads/2012/11/CNS-final-low-carbon.pdf</a></li> <li>» NEC, 2012, Bhutan : In pursuit of Sustainable Development, rapport national en vue de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable 2012, Gouvernement royal du Bhoutan, Thimphou (en anglais uniquement)</li> <li>» Penjor, Y., 2013, Gender Capacity Needs Report, Bhutan LECB Project, Nationally Appropriate Mitigation Actions And Low Emission Development Strategy, Environment &amp; Climate Change – Consultancy Services, Thimphou, Bhoutan</li> <li>» Gouvernement royal du Bhoutan, 2000, première communication nationale, National Environment Commission', Royaume du Bhoutan, Gouvernement royal du Bhoutan, disponible (en anglais uniquement) sur : <a href="http://unfccc.int/essential_background/library/items/3599.php?rec=j&amp;preref=2748#beg">http://unfccc.int/essential_background/library/items/3599.php?rec=j&amp;preref=2748#beg</a></li> <li>» Gouvernement royal du Bhoutan, 2011, deuxième communication nationale, National Environment Commission', Royaume du Bhoutan, gouvernement royal du Bhoutan, disponible (en anglais uniquement) sur : <a href="http://unfccc.int/essential_background/library/items/3599.php?rec=j&amp;preref=7586#beg">http://unfccc.int/essential_background/library/items/3599.php?rec=j&amp;preref=7586#beg</a></li> <li>» Zangmo, T., 2014, entretien avec les auteurs, New Delhi, Inde</li> </ul>



Empowered lives.  
Resilient nations.



Australian Government

**giz**

On behalf of:



Federal Ministry  
for the Environment, Nature Conservation,  
Building and Nuclear Safety

of the Federal Republic of Germany